

Brochure n° 3279

Convention collective nationale
IDCC : 1801. – SOCIÉTÉS D'ASSISTANCE

ACCORD DU 22 DÉCEMBRE 2010
RELATIF AU FINANCEMENT DU FONDS PARITAIRE DE SÉCURISATION
DES PARCOURS PROFESSIONNELS PAR LES SOCIÉTÉS D'ASSISTANCE

NOR : ASET1150314M
IDCC : 1801

Entre :

Le SNSA,

D'une part, et

La CSFV CFTC ;

La SNCAPA CFE-CGC ;

La FS CFDT ;

La FSPBA CGT ;

La SNAATAM CFE-CGC,

D'autre part,

Vu l'accord du 22 décembre 1994 portant création d'OPCASSUR ;

Vu la convention collective nationale des sociétés d'assistance du 12 avril 1994 ;

Vu l'adhésion des sociétés d'assistance à OPCASSUR du 15 décembre 1995 ;

Vu l'accord de branche du 20 juillet 2005 relatif à la réforme de la formation professionnelle dans les sociétés d'assistance, modifié par avenant du 6 juillet 2006 ;

Vu l'accord national interprofessionnel et ses avenants du 5 octobre 2009 sur le développement de la formation tout au long de la vie professionnelle, la professionnalisation et la sécurisation des parcours professionnels ;

Vu la loi du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

*Financement du fonds paritaire de sécurisation
des parcours professionnels par les sociétés d'assistance*

En application de l'article L. 6332-19, 1° et 2°, du code du travail, le fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels est alimenté notamment par les sommes correspondant à un pourcentage compris entre 5 % et 13 % de la participation des employeurs au titre du plan de formation et de la professionnalisation calculée dans les conditions définies par les articles L. 6331-2 et L. 6331-9 du code du travail.

Pour l'année 2011, comme chaque année, le pourcentage à retenir est fixé par arrêté ministériel.

Les sommes dues à ce titre par les sociétés d'assistance relevant du champ du présent accord sont versées à OPCASSUR.

Article 2

Règles d'imputation pour l'année 2011

Pour l'année 2011 (année salaires 2010), les parties signataires décident d'imputer les sommes visées à l'article 1^{er} du présent accord à hauteur de :

- 60 % au titre de la participation des entreprises au financement de la professionnalisation ;
- 40 % au titre de la participation des entreprises au financement du plan de formation.

Cette imputation se traduit de la façon suivante :

Pour les entreprises de moins de 10 salariés :

- une somme égale à $(0,55 \times 60 \% \times X \%)$ de la masse salariale de l'entreprise, imputée sur la contribution due à OPCASSUR au titre de la professionnalisation ;
- une somme égale à $(0,55 \times 40 \% \times X \%)$ de la masse salariale de l'entreprise, imputée sur la contribution due à OPCASSUR au titre du plan de formation ;

Pour les entreprises de 10 à 19 salariés :

- une somme égale à $(1,05 \times 60 \% \times X \%)$ de la masse salariale de l'entreprise, imputée sur la contribution due à OPCASSUR au titre de la professionnalisation ;
- une somme égale à $(1,05 \times 40 \% \times X \%)$ de la masse salariale de l'entreprise, imputée sur la contribution due à OPCASSUR au titre du plan de formation ;

Pour les entreprises de 20 salariés et plus :

- une somme égale à $(1,4 \times 60 \% \times X \%)$ de la masse salariale de l'entreprise, imputée sur la contribution due à OPCASSUR au titre de la professionnalisation ;
- une somme égale à $(1,4 \times 40 \% \times X \%)$ de la masse salariale de l'entreprise au titre du plan de formation. Le versement à OPCASSUR au titre du plan de formation n'étant pas obligatoire pour les entreprises de 10 salariés et plus, le montant correspondant, appelé dans le cadre de la collecte, sera versé à OPCASSUR avant le 28 février 2011.

X* : pourcentage défini par arrêté ministériel.

Article 3

Date d'effet

Le présent accord entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2011.

Article 4

Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée de 1 an.

Article 5

Dépôt légal et extension

Les signataires s'engagent à effectuer les démarches nécessaires au dépôt légal et à l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 22 décembre 2010.

(Suivent les signatures.)